

Nokia prévoit de supprimer 400 emplois en France

Nokia avait prévenu dès octobre 2015. L'acquisition d'Alcatel-Lucent, [finalisée en janvier 2016](#), entrainerait un plan d'économie de 900 millions d'euros avant la fin 2018, dont 200 millions en 2016. Une synergie qui passera par « *le recentrage des activités dans certains pays, et la réduction de ses effectifs* ». Devraient principalement être touchés les postes qui se chevauchent entre les différentes activités des deux entreprises. Essentiellement les secteurs des services, des achats, de ses fonctions supports, de la chaîne d'approvisionnement ou encore, plus étonnamment, des équipes de R&D. Une initiative nécessaire, selon le groupe, pour rester compétitif dans un marché fortement concurrentiel à l'évolution rapide et afin de pouvoir soutenir le développement des technologies futures.

Le groupe compte aujourd'hui quelque 104 000 salariés, dont 40 000 dédiés à la R&D. Les équipes des deux entreprises seront regroupées à terme en une seule organisation. Nokia n'a pas précisé le volume de départs qu'entraînera ce nouveau plan de restructuration à l'échelle mondiale. En France, 400 postes devraient être supprimés d'ici le début 2018, a confirmé l'entreprise. Soit près de 10% des 4 400 salariés du groupe sur le territoire national. Principalement dans les fonctions centrales et de support. Mais aussi sur des activités en décroissance comme la 3G et 4G et la gestion des données abonnés qui s'arrêteront progressivement et seront conservées en mode de maintenance. A noter que l'annonce de la restructuration ne porte pas sur les filiales Radio Frequency Systems (RFS) et Alcatel-Lucent Submarine Networks (ASN) pour l'heure épargnées.

500 nouvelles embauches

Les départs français seront « compensés » par 500 nouvelles embauches qui viendront alimenter les équipes de R&D. Dont 300 jeunes diplômés. Les recrues enrichiront les sites de Nosay (Villarceaux) en région parisienne, et Lannion en Bretagne appelés à devenir des centres d'innovation technologique mondiaux dédiés au développement des technologies porteuses autour de la 5G, de l'Internet des objets (IoT), la cyber-sécurité, les applications et analyses ou encore des transmissions mobiles. Les Bell Labs France resteront ainsi la deuxième plus grande entité de recherche du groupe (derrière les Etats-Unis) et se distingueront notamment par les compétences en mathématiques et algorithmes qu'on peut y trouver. Les deux sites devraient par ailleurs regrouper l'ensemble des salariés du territoire français. Ceux de Boulogne-Billancourt (pour Alcatel-Lucent) et d'Asnières-sur-Seine (pour Nokia) seront transférés à Nosay.

Malgré le nouveau plan de restructuration, qui vient d'être présenté aux Comités d'entreprise européens, Nokia entend respecter son engagement pris auprès du gouvernement français de maintenir 4200 emplois pendant deux ans. Et confirme sa volonté de soutenir l'innovation dans le pays avec la création d'un fonds d'investissement à long termes de 100 millions d'euros, en participant à nombre de programmes (Industrie du futur/Confiance numérique) et pôle de compétitivité (Systematic, Cap Digital et Images & Réseaux), ainsi qu'à travers l'accompagnement de bourses et chaires universitaires ou le développement de plateformes industrielles qui seront

ouvertes aux acteurs de l'écosystème local. La France n'est d'ailleurs pas la plus impactée par le plan; 1400 suppression de postes sont prévues en Allemagne et 1300 en Finlande, siège de Nokia qui avait déjà été sérieusement impacté suite à la vente de la division mobile à Microsoft en 2014.

[Article mis à jour à 17h47.]

Lire également

[Alcatel-Lucent : Nokia précise ses engagements à Bercy](#)

[5 grandes divisions pour le futur ensemble Nokia/Alcatel-Lucent](#)

[Nokia se voit en rempart occidental à Huawei](#)

Crédit Photo : Rawpixel-Shutterstock